

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES
FRANCILIENS DE LA BnF**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

1	OBJET ET FORME DU MARCHÉ	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Forme du marché	5
2	PIECES CONTRACTUELLES	5
3	DUREE – DELAIS D’EXECUTION	6
3.1	Durée du marché	6
3.2	Durée des bons de commande	6
3.3	Lieu d’exécution des prestations	6
3.4	Consistance et périmètre des prestations	6
3.4.1	CONSISTANCE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	6
4	CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	7
4.1	Obligations des parties	7
4.1.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
4.1.2	OBLIGATIONS DE LA BNF	8
5	MODALITES GENERALES D’EXECUTION.....	8
5.1	Mesures générales	8
5.2	Dispositions particulières	9
5.3	Etat des lieux des matériels et équipements.....	9
5.4	Période de préparation.....	9
5.5	Prise en charge des équipements.....	9
5.6	Sujétion pour manutention et démontage d’organes	10
5.7	Horaires	10
5.8	Protocole de sécurité	10
5.9	Locaux	10
5.10	Interventions urgentes pour mesures conservatoires	11
6	OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL	11
6.1	Désignation de responsables	11
6.2	Composition de l’équipe	11
6.3	Désignation des agents	11
6.4	Grèves et arrêts de travail.....	11
6.5	Autorité hiérarchique	11
6.6	Tenue et comportement du personnel	12
6.7	Consignes d'accès	12
6.8	Réparation des dommages par le Titulaire	12
6.9	Avaries, dommages, incidents constatés et prévisibles, insuffisances	12
6.10	Protection des travailleurs contre l’amiante.....	12
6.11	Contrôle des présences	13
6.12	Signalisation des opérations.....	13
7	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
7.1	Respect de la réglementation	13
7.2	Limitation des impacts	13
7.3	Gestion des déchets	13
7.4	Suivi et contrôle	14
8	SUIVI DES PRESTATIONS	14
8.1.1	REUNION DE LANCEMENT	14
8.1.2	REUNIONS DE SUIVI DES PRESTATIONS.....	14
8.1.3	REUNIONS SPECIFIQUES	14
8.1.4	COMPTE-RENDU DE REUNION,	14
8.1.5	PRECISION SUR LES REUNIONS	14
9	GESTION, PROVENANCE ET QUALITE DES FOURNITURES.....	14
9.1	Matières consommables.....	14

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

9.2	Pièces détachées.....	14
9.3	Récupérations	14
9.4	Livraison	15
10	MODALITES D'EXECUTION APPLICABLES A LA FIN DU MARCHE.....	15
10.1.1	REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE	15
10.1.2	ACCEPTATION DU NOUVEL ATTRIBUTAIRE EN FIN DE MARCHE	15
10.1.3	DOCUMENTATION.....	15
10.1.4	GESTION ELECTRONIQUE DES DOCUMENTS (GED)	15
11	PLAN DE PREVENTION (AVANT TOUTE INTERVENTION DANS LES SITES BNF).....	16
12	CLAUDE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.....	16
13	STIPULATIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE	19
13.1	Modalités d'établissement des bons de commande	19
13.1.1	CONTENU DES BONS DE COMMANDE	19
13.1.2	POINT DE DEPART DE LA NOTIFICATION PAR COURRIEL D'UN BON DE COMMANDE	19
13.1.3	NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE	19
13.1.4	ANNULATION DES BONS DE COMMANDE	19
14	CONTROLE DES PRESTATIONS	20
14.1	Essais et contrôles des ouvrages	20
14.2	Vérification et admission des prestations	20
14.2.1	VERIFICATION DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	20
14.2.1	VERIFICATION DES LIVRABLES	20
14.2.2	VERIFICATIONS DE PRESTATIONS REALISEES SUR LA BASE DE BONS DE COMMANDE	22
14.3	Décisions.....	22
14.3.1	DECISIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS FORFAITAIRES	22
14.3.2	DECISIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS REALISEES SUR LA BASE DE BONS DE COMMANDE	22
15	RECEPTION DES EQUIPEMENTS	22
15.1	Remise des équipements en fin de marché	22
15.2	Acceptation du nouvel attributaire en fin de marché	22
16	PENALITES.....	23
16.1	Modalités d'application des pénalités	23
16.2	Typologies des pénalités	23
16.3	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	23
16.4	Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales.....	23
17	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	24
17.1	Nature et contenu des prix.....	24
17.1.1	NATURE DES PRIX	24
17.1.2	CONTENU DES PRIX	24
17.1.3	REVISION DES PRIX	24
17.1.1	CLAUDE BUTOIR	24
17.2	Présentation des factures et des demandes de paiement	24
17.2.1	FACTURES.....	24
17.2.2	MODALITES DE REGLEMENT.....	25
17.2.3	DELAIS DE PAIEMENT	25
17.3	Règlement des comptes	25
17.3.1	PRESTATIONS REALISEES AU TITRE FORFAIT	25
17.3.2	PRESTATIONS REALISEES AU TITRE DE LA PART A COMMANDES	25
17.4	Clause de financement et de sûreté.....	25
17.4.1	AVANCE	25
18	GARANTIE.....	26
19	STIPULATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE.....	26

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS
DE LA BnF - CCAP**

20	CONFIDENTIALITE	26
21	MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN	26
22	PRESTATIONS SIMILAIRES	27
23	RESILIATION	27
23.1	Généralités.....	27
23.2	Résiliation pour faute	27
24	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	27
24.1	Clause générale.....	27
24.2	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion.....	28
25	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	29
25.1	Responsabilité	29
25.2	Assurance	29
26	REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE.....	29
27	DEROGATIONS AU CCAG/FCS	29

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

1 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le marché a pour objet les prestations relatives au marché de maintenance des installations électriques, dites de courants forts, de la Bibliothèque nationale de France sur les sites suivants :

- Site Bibliothèque François-Mitterrand (BFM), quai François Mauriac 75013 Paris.
- Site de Bussy Saint-Georges (BnF et CTLES), parc Gustave Eiffel, 14 rue Gutenberg 77600 Bussy-Saint-Georges.
- Site Richelieu et ses annexes :
 - Quadrilatère Richelieu, 58 rue Richelieu, 75002 Paris.
 - Site de l'Arsenal, 1 rue de Sully, 75004 Paris

Les modalités d'exécution du présent marché figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, en application des dispositions des articles L. 2111-1 et R. 2152-7 2° a) du code de la commande publique, le présent marché comporte une clause d'insertion par l'activité économique afin de favoriser l'accès et le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire. Il comprend une part à commandes basé sur le bordereau des prix unitaires dont le montant ne pourra excéder 20% du montant du forfait.

Le marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1 et R. 2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2 PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : La demande de paiement sur compte identifié (non contractuelle) ;
 - Annexe 2 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement ;
 - Annexe 3 : La décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe 4 : Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Descriptif des installations du site François-Mitterrand ;
 - Annexe 2 : Descriptif des installations du site de Bussy Saint Georges ;
 - Annexe 3 : Descriptif des installations du site Richelieu ;
 - Annexe 4 : Programme de maintenance ;
 - Annexe 5 : Gammes de maintenance ;
 - Annexe 6 : Listes des zones d'éclairage du site François-Mitterrand ;
 - Annexe 7 : Liste des lampes avec estimatif sur 4 ans.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux travaux de bâtiment et ceux applicables aux prestations d'exploitation et de maintenance ;
- Le mémoire technique remis par le Titulaire lors de sa soumission ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les pièces contractuelles, la documentation de rang supérieur prévaudra pour l'obligation en cause. Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du Titulaire (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le Titulaire) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG/FCS est réputé parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre la BnF.

Seul l'exemplaire du marché détenu par la BnF fait foi.

Toute réutilisation, commerciale ou non, de l'ensemble des pièces du présent marché est soumise à l'autorisation préalable du service des marchés de la BnF.

3 DUREE – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/FCS, le marché commence à courir à compter du 6 avril 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure. La durée d'exécution pourra ensuite être reconduite quatre (4) fois par tacite reconduction pour une période de douze mois chacune. Toutefois la BnF se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché, dans ce cas elle en informe le titulaire trois (3) mois au moins avant la fin du marché par lettre recommandée avec accusé réception.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché et ne peut se prévaloir d'aucune indemnité en cas d'absence de reconduction.

3.2 Durée des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés pendant la durée de validité du marché.

Les délais d'exécution seront indiqués dans le bon de commande correspondant. Ils sont exécutoires, mêmes après la fin des délais contractuels du marché.

3.3 Lieu d'exécution des prestations

- Bibliothèque nationale de France – site François-Mitterrand
Quai François Mauriac
75013 Paris
- Centre Technique du livre de l'Enseignement Supérieur
14, Avenue Gutenberg
77600 Bussy-Saint-Georges
- Site Richelieu et ses annexes :
Quadrilatère Richelieu, 58 rue Richelieu, 75002 Paris.
Site de l'Arsenal, 1 rue de Sully, 75004 Paris

3.4 Consistance et périmètre des prestations

3.4.1 Consistance des prestations forfaitaires

Les spécifications techniques sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

De manière générale, le Titulaire pourra être amené à réaliser autant d'interventions que de besoin pour maintenir le bon état de fonctionnement des installations 24/24h et tous les jours de l'année.

Les prestations de maintenance comprennent pour le présent marché l'ensemble des niveaux de maintenance définis dans la norme AFNOR NF EN 13306 (indice de classement X60-319).

Les types d'opérations de maintenance sont effectués par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes instructions de maintenance générales ou particulières.

Dans le cadre du présent marché, il est également inclus toutes les interventions correctives nécessitant la fourniture d'une ou de plusieurs pièce(s) détachée(s) ou sources lumineuses dont le montant unitaire HT d'achat est inférieur ou égale à 350 € HT (coût réel d'achat, remise déduite).

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

3.4.1.1 Prestations réalisées au titre de la part à commande

La fourniture des pièces détachées supérieures à 350 € HT (coût réel d'achat, remise déduite) fera l'objet d'un bon de commande passée sur la part à commande. Pour toutes les prestations commandées au titre de la part à commande, la main d'œuvre est comprise dans le forfait.

Au titre de la part à commande, la BnF pourra également confier au Titulaire des prestations non comprises dans le forfait. Les prestations concernées sont notamment décrites aux articles 11 du CCTP.

Les prestations réalisées au titre de la part à commande seront passées sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement du marché.

4 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Obligations des parties

4.1.1 Obligations du Titulaire

4.1.1.1 Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tous points conforme aux exigences définies dans le CCTP et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

A ce titre le Titulaire se doit :

- D'assurer la continuité du fonctionnement des installations de courants forts de l'ensemble des sites concernés par ce marché ;
- Garantir la pérennité des matériels ainsi que le niveau de performance à un niveau optimal ;
- Garantir la continuité de service.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs de la BnF toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale d'information, de conseil, de mise en garde et d'alerte de la BnF.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement la BnF sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit (dérèglements, dysfonctionnements, dangers), à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts de la BnF.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

4.1.1.3 Connaissance des lieux et environnement

La mise en place du marché engendre pour le Titulaire une obligation qui inclut la mise en place des équipes sur le site et la prise de connaissance des installations.

Le Titulaire est réputé, avant la remise de son offre, avoir :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des prestations, ainsi que du lieu d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des prestations ;

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

- apprécié toutes les conditions d'exécution des prestations de maintenance et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- procédé à une visite détaillée des bâtiments et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des prestations, aux accès, aux abords, à l'exécution des prestations, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des prestations (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau etc...) ;
- contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation pour la méconnaissance de ces éléments.

4.1.1.4 Plan de progrès

Le Titulaire du marché à la date anniversaire de la notification du marché, présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première année d'exécution.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan des actions menées pendant l'année précédente. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements pour l'année suivante.

Conjointement, le Titulaire et la BnF détaillent les objectifs, les indicateurs de mesures, les actions à la charge de la BnF et du Titulaire, les moyens et ressources mobilisées, un calendrier prévisionnel des actions.

Dans le cas où les actions menées conduisent à modifier les stipulations au présent marché, il donne lieu à la conclusion d'un avenant. Sans modification du marché, le Titulaire et la BnF pourront s'accorder sur ces modifications par courriel.

4.1.2 Obligations de la BnF

Le cas échéant, la BnF mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

5 Modalités générales d'exécution

5.1 Mesures générales

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamations, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux.

L'intervention du titulaire ne devra pas constituer une gêne pour le fonctionnement de l'établissement. Il devra, en outre, prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...),
- Odeurs, fumées, gaz,
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc...,
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers,
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc...,

Les interventions occasionnant une gêne seront réalisées par le Titulaire en dehors d'ouverture du site.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le Titulaire devra en référer auprès de la personne publique.

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par la personne publique.

5.2 Dispositions particulières

Pour les produits inflammables, il est demandé à l'intervenant de l'entreprise de signaler au service de sécurité les stocks de ce type de produit.

Il est interdit de dépasser l'horaire de travail prévu sans en avoir demandé l'autorisation au moins quatre heures à l'avance à la personne publique ou à son représentant.

L'emploi de chalumeaux ou appareils analogues peut être autorisé, dans certains cas, à condition de demander 24 heures à l'avance un permis feu au service de sécurité et de se conformer aux prescriptions de la personne publique ou de son représentant.

Lorsque l'usage d'un chalumeau ou analogue est autorisé, les travaux ne seront jamais commencés sans présence d'un extincteur à proximité.

Il sera procédé journallement à l'enlèvement des matériaux particulièrement combustibles (tels que les matières plastiques et papiers d'emballage, déchets de carton, de bois, chiffons etc...). Les matériaux de démolition seront évacués au plus tard en fin de semaine; ceux qui restent la propriété de l'établissement lui seront remis dès la dépose.

Pour éviter que les interventions prévues à l'intérieur du site ne causent des dommages aux bâtiments, aux ouvrages et documents qui y sont conservés, sont à la charge de l'entreprise, les frais ci-après :

- clôtures provisoires pour isoler tout ou partie d'un bâtiment, d'un étage, d'un local d'une cage d'escalier etc ...; ces clôtures sont rendues strictement étanches à la poussière par des calfeutrements ininflammables et non combustibles (matériaux tolérés M1) ;
- protection des sols par bâches, plâtrages etc... et notamment des planchers en caillebotis pour éviter la chute des gravats et de poussière aux niveaux inférieurs ou supérieurs des rayonnages;
- protections partielles ou totales de rayonnages, mobilier, panneaux de contre-plaqué, toiles plastiques ou autres, dont les joints seront rendus étanches; protection contre la pluie par bâches solidement fixées (type polyane armé);
- protections contre les inondations accidentelles par les canalisations provisoires, nettoyage régulier des caniveaux;
- dépoussiérage des locaux, du mobilier, des rayonnages, des collections aux alentours du chantier, chaque fois que des incidents de chantier ou le manque de précautions le rendront nécessaires. Des dépoussiérages seront faits par des spécialistes aux frais de l'entreprise responsable de l'incident.

5.3 Etat des lieux des matériels et équipements

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux des matériels ou équipements est établi avant le début d'exécution du marché en présence du Titulaire ; ce constat contradictoire sera ensuite notifié au Titulaire. Après exécution des prestations, le Titulaire devra remettre en état ces matériels et équipements conformément à l'état des lieux initial.

5.4 Période de préparation

Le délai de la période de préparation est de 1 mois maximum à compter de la date de notification. Cette période, nécessaire pour le lancement de l'opération, comprend notamment :

- La présentation des interlocuteurs ;
- La prise de connaissance des installations ;
- La rédaction du Plan de Prévention signé à la date de démarrage du marché ;
- La préparation et la planification des prestations du marché.

La période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution. Les frais et le temps passé du Titulaire sont donc, pendant cette période, réputés inclus dans le montant global du marché.

5.5 Prise en charge des équipements

En cours de marché, le Titulaire sera tenu de prendre en charge les nouveaux équipements, même s'ils n'ont pas été mis en œuvre par le Titulaire conformément aux dispositions prévues au CCAP.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Le représentant de l'Établissement informera le Titulaire de la réception de ces nouveaux ouvrages, ce dernier pourra assister à leur réception et disposera d'un délai de 15 jours à compter de cette date de réception pour formuler ses réserves. Les conditions financières de prise en charge des nouveaux équipements sont définies à l'article 21 du CCAP.

5.6 Sujétion pour manutention et démontage d'organes

Le Titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organe ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l'Etablissement.

Le titulaire prend en compte dans le cadre de son forfait la dépose et la pose de tout équipement, nécessaire pour accéder à l'organe objet de sa prestation.

Toutefois, si cet équipement n'est pas un des éléments constitutifs de l'objet du marché, le titulaire ne pourra effectuer cette dépose qu'après avoir obtenu l'accord préalable du représentant de l'établissement.

5.7 Horaires

Les opérations de maintenance préventive et de maintenance corrective non urgentes prévues dans le forfait auront lieu dans les conditions prévues au CCTP. Les opérations de maintenance corrective urgentes prévues dans le forfait auront lieu dans les conditions prévues au CCTP. Le titulaire devra remplir une demande d'autorisation de travaux par courrier électronique ou "ordre de travail" dans la GMAO et le transmettre au responsable de la BnF au moins deux jours avant l'intervention sur site.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue. A ce titre, la personne représentant le pouvoir adjudicateur (ou son représentant) sera informée de l'arrivée de chaque intervenant.

Les interventions du titulaire ne devront pas constituer une gêne pour le fonctionnement de l'établissement. Ainsi, seules les prestations n'engendrant aucune gêne acoustique ou de toute autre nature pourront être exécutées pendant les périodes de fonctionnement.

5.8 Protocole de sécurité

En application des dispositions du Code du travail, les opérations de chargement ou de déchargement, feront l'objet d'un document écrit dit « protocole de sécurité » dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et ce avant toute livraison. Le Titulaire du marché devra tenir un exemplaire de ce protocole de sécurité, daté et signé, à la disposition :

1. Des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des entreprises intéressées ;
2. De l'inspection du travail.

5.9 Locaux

Des locaux seront mis, sur chaque site, gratuitement à disposition du Titulaire à usage de vestiaire, d'entreposage des fournitures et outillages, et d'atelier pour les sites François-Mitterrand et de Richelieu.

Ces locaux seront livrés avec le degré de finition minimum, soit :

- Revêtements sol, murs, plafonds.
- Electricité éclairage.

L'abonnement téléphonique reste à la charge du Titulaire.

Le Titulaire aura la possibilité de réaliser à ses frais des aménagements complémentaires (mobilier, magasin à étage, cloisons légères, etc.) sous réserve de l'acceptation du projet par la BnF.

À l'issue du marché, l'aménagement réalisé par le Titulaire deviendra propriété de la BnF.

Ces locaux et les équipements qui les composeront feront l'objet d'un état des lieux lors de l'entrée dans les locaux. En fin de marché, le Titulaire est tenu de remettre ces locaux et les équipements mis à sa disposition en parfait état d'entretien. A défaut, la personne publique pourra confier ces travaux de remise en état à un tiers aux frais du Titulaire.

5.10 Interventions urgentes pour mesures conservatoires

Pour les interventions urgentes, qui nécessitent un dépannage qui ne relève pas du forfait, le Titulaire exécutera néanmoins dans le cadre de son forfait les prestations limitées aux mesures conservatoires. Le Titulaire en informe la BnF dans les meilleurs par courrier électronique.

6 Obligations relatives au personnel

6.1 Désignation de responsables

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du Titulaire, le responsable de la BnF désignera le(s) représentant(s) qui seront le(s) seul(s) habilité(s) pour dialoguer avec le Titulaire. Il sera aussi communiqué les coordonnées d'un contact sur le site de Bussy Saint Georges et de Richelieu.

De même, le Titulaire désignera un responsable, désigné seul interlocuteur de la BnF. Les responsables devront être désignés dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché. Le changement de responsable commercial ou technique qualifié devra être notifié un (1) mois avant le changement à la personne responsable du marché pour accord préalable.

6.2 Composition de l'équipe

Le Titulaire est tenu de maintenir la composition de l'équipe et les niveaux de compétence auxquels il s'est engagé dans son mémoire méthodologique.

6.3 Désignation des agents

Les personnes désignées par le Titulaire, et répertoriées dans le registre du personnel sont seules autorisées à réaliser les opérations de maintenance des matériels ou équipements, objets du présent marché. Elles possèdent la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

La BnF se réserve la possibilité de vérifier, en cours d'exécution du marché, que le niveau de qualification des personnes affectées à l'exécution des prestations est équivalent à celui annoncé par le Titulaire dans le cadre du mémoire technique.

Le responsable de la BnF ou son représentant peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de quinze (15) jours, ce délai peut être réduit à 24 (vingt-quatre) heures si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent marché, ou en cas de faute grave.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par la BnF, le marché peut être résilié pour faute du Titulaire.

6.4 Grèves et arrêts de travail

En cas de grève, d'arrêt de travail ou de congés payés de ses agents, le Titulaire sera tenu de respecter les termes du marché. En conséquence, il devra mettre en place tout moyen à sa disposition pour exécuter les prestations prévues au marché.

La grève ne constitue pas un évènement de force majeure.

En cas de défaillance du Titulaire, le pouvoir adjudicateur y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais et risques du Titulaire. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit si le montant ne peut être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

En cas d'absence d'exécution ou d'exécution partielle des prestations, la BnF pourra réceptionner les prestations avec réfaction de prix proportionnelle.

6.5 Autorité hiérarchique

Il est rappelé que le personnel affecté à la réalisation des prestations reste en tout état de cause sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire qui assure la gestion administrative, comptable et sociale de son personnel.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

6.6 Tenue et comportement du personnel

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Etablissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- interdiction de fumer ou de vapoter ;
- tenue vestimentaire en bon état de propreté ;
- interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées ou non dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- interdiction de manger et d'apporter de la nourriture ;
- interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement ;
- interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

6.7 Consignes d'accès

Le personnel du Titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toutes autres :

- les locaux où auront lieu la maintenance;
- les locaux où sont entreposées les pièces de rechange ainsi que les ateliers et bureaux éventuels de l'entreprise,
- les circulations permettant d'accéder aux différents locaux concernés.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux seront éventuellement définies ultérieurement par le responsable d'établissement, le personnel du Titulaire devra s'y conformer.

Le personnel du Titulaire devra observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'Etablissement qui sont imposées par les caractéristiques du bâtiment ainsi que les contraintes fonctionnelles et acoustiques.

Il est précisé que les personnels devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement. Ils devront au préalable obtenir une autorisation d'accès pour chaque intervenant.

6.8 Réparation des dommages par le Titulaire

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du Pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

6.9 Avaries, dommages, incidents constatés et prévisibles, insuffisances

Le Titulaire doit informer le Pouvoir adjudicateur par écrit, en temps opportun, des incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler en attirant son attention sur les conséquences qu'ils peuvent entraîner.

Le Titulaire doit mettre le Pouvoir adjudicateur en mesure d'informer en temps utile les usagers de tous les événements susceptibles d'avoir une influence sur la bonne exécution de la garantie de résultat.

6.10 Protection des travailleurs contre l'amiante

Dans le cadre de la préparation et de l'exécution du marché, la BnF met à disposition du titulaire le Dossier Technique Amiante (DTA), établi conformément aux dispositions du Code de la santé publique.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance du DTA avant le démarrage des travaux et s'engage à en tenir compte pour l'organisation, la planification et l'exécution des prestations.

La mise à disposition du DTA ne saurait toutefois exonérer le Titulaire de ses obligations réglementaires, notamment en matière de prévention des risques, d'évaluation de l'exposition à l'amiante et de mise en œuvre des mesures de protection nécessaires.

Le dossier comporte les indications suivantes :

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

- La localisation précise des matériaux et produits contenant de l'amiante.
- L'enregistrement de l'état de conservation de ces matériaux.
- Les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux.

6.11 Contrôle des présences

Par mesure de sécurité, la BnF doit être tenu informé de la présence du Titulaire dans ses locaux notamment durant les week-ends et les jours fériés.

6.12 Signalisation des opérations

Le Titulaire assure la signalisation des différentes interventions engendrées par les prestations dues au titre du présent marché et prend toutes dispositions nécessaires qu'il jugera utiles afin de protéger l'ensemble du personnel de l'établissement ou du personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site, lors de travaux lui incombant au titre du présent marché.

7 Clause environnementale

7.1 Respect de la réglementation

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Pouvoir adjudicateur.

7.2 Limitation des impacts

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le Titulaire mettra tout en œuvre pour limiter ses impacts sur l'environnement. Il veillera notamment à la limitation et au traitement des déchets et des rejets pendant le marché.

Le Titulaire veillera à limiter ses impacts sur l'environnement liés à ses déplacements sur les sites du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cadre de ses interventions, le Titulaire veille à :

- Privilégier la réparation des équipements plutôt que leur remplacement, lorsque cela est techniquement possible ;
- Utiliser des matériels et composants conformes aux exigences de performance énergétique en vigueur ;
- Proposer des pièces détachées issues du réemploi et des matériels constitués de matériaux recyclables lorsque cela est possible.
- Permettre aux salariés d'utiliser des moyens de transport respectueux de l'environnement dans le cadre des opérations de maintenance.

La BnF peut demander au Titulaire de transmettre, une fois par an une note de suivi présentant :

- Les actions mises en œuvre,
- Les indicateurs disponibles (% de pièces détachées issues du réemploi/nombre total de pièces détachées remplacées, % de déplacements décarbonés) ;
- Les éventuelles difficultés rencontrées.

La note de suivi devra être remise 15 jours ouvrés après demande de la BnF.

7.3 Gestion des déchets

Pour tout ce qui concerne les déchets dangereux, les déchets comportant des métaux lourds, le Titulaire fournira à la BnF le bordereau de suivi des déchets fourni par l'exploitant de l'installation de transformation.

Pour les déchets électriques non dangereux et/ou ne contenant pas de métaux lourds, le titulaire fournira à la BnF les certificats de destruction et/ou de traitements.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Pour tous les autres déchets, la BnF se réserve la possibilité de demander au titulaire de fournir tout document établissant l'élimination, le traitement ou la transformation desdits déchets dans le respect de la réglementation applicable.

7.4 Suivi et contrôle

La BnF se réserve le droit de vérifier le respect de la présente clause.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner l'application des mesures prévues à l'article 16.4 du CCAP, voire la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

8 Suivi des prestations

8.1.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement aura lieu entre le Titulaire et la BnF, dans les locaux du pouvoir adjudicateur, dans les dix (10) jours suivant la notification du marché.

8.1.2 Réunions de suivi des prestations

Le Titulaire participera aux réunions périodiques de suivi décrites dans le CCTP en présence d'un représentant de la BnF. Elles seront organisées par la BnF. Ces réunions pourront donner lieu à un contrôle des prestations.

8.1.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

8.1.4 Compte-rendu de réunion.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et transmis à la BnF pour approbation et acceptation sous 5 jours ouvrés maximum.

8.1.5 Précision sur les réunions

L'ensemble des réunions pourront avoir lieu sur site ou à défaut par visioconférence via l'outil mis en place par la BnF.

9 Gestion, provenance et qualité des fournitures

La gestion des fournitures et pièces sera conforme au CCTP.

9.1 Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct de chaque équipement sont celles préconisées par le constructeur.

Le Titulaire veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

Les matières ou produits toxiques ou nocifs utilisés sur le site seront soumis aux contrôles suivants :

- communication de la liste des produits utilisés, de leurs fiches techniques et des données de sécurité (FDS) ;
- suivi des quantités livrées et utilisées ;
- information sur les conditions de stockage et de manutention.

9.2 Pièces détachées

Les pièces détachées mises en œuvre seront, sauf accord spécifique de la BnF, des pièces neuves ou des pièces issues du réemploi conformes aux spécifications du constructeur, et adaptées aux installations.

9.3 Récupérations

Le Titulaire peut proposer à la BnF, ou cette dernière peut demander au Titulaire, la réparation des pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Sur sa demande, les pièces non réutilisables et les résidus sont remis à la BnF par le Titulaire.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

9.4 Livraison

La livraison des matériels devra être faite dans les locaux de la BnF. Le Titulaire conviendra d'un jour et d'une heure pour la livraison au minimum une semaine avant celle-ci avec le chef de projet. Le Titulaire précisera par mail trois jours ouvrés à l'avance la date et l'heure de sa livraison au chef de projet. Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au Titulaire en temps utile.

Le Titulaire veillera à la régularité des livraisons en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

Le Titulaire est seul responsable de la gestion des pièces et fournitures qui sont dues au titre des prestations.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation, que ce soit une prestation de maintenance préventive ou corrective. La seule exception à cette règle concernera les pièces et fournitures en rupture de stocks chez les fournisseurs, si, préalablement, le Titulaire en a informé par écrit la BnF.

La BnF remettra au Titulaire, dès la première semaine de son marché, la documentation dont il dispose. Le Titulaire est tenu de l'utiliser, de la maintenir en bon état et la mettre à jour ou la compléter.

10 Modalités d'exécution applicables à la fin du marché

10.1.1 Remise des équipements en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation visée au présent CCAP.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi.

10.1.2 Acceptation du nouvel attributaire en fin de marché

Le Titulaire s'engage à assurer, sans rémunération complémentaire, la réversibilité des prestations afin de permettre au Pouvoir adjudicateur sans difficultés de reprendre ou de faire reprendre par un tiers désigné par elle la fourniture des Prestations, objet du présent marché.

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire s'engage à lui apporter son assistance ou tout autre prestataire désigné par celui-ci pour faciliter la reprise de l'activité. Cette assistance comprendra également tout le transfert de savoir-faire nécessaire.

Quel que soit le motif qui a donné lieu à la cessation des relations contractuelles, les obligations nées pendant la durée du marché ne prennent fin qu'après que le Titulaire ait respecté ses engagements liés à la réversibilité. Les Parties conviennent toutefois que si la réversibilité découle d'une résiliation anticipée du marché, suite à un manquement du Titulaire à l'une de ses obligations, le coût de la réversibilité sera pris en charge intégralement par ce dernier.

10.1.3 Documentation

La documentation reste la propriété de la BnF et n'est utilisée par le Titulaire qu'à seul fin d'exécution du présent marché.

Elle est mise à jour par le Titulaire en cas de modification des matériels ou équipements consécutives à ses interventions. Cette mise à jour respectera le fond et la forme des documents initiaux. Toute la documentation est tenue à disposition de la BnF qui peut la consulter à tout moment. Toute modification conséquente, à charge du Titulaire, doit être portée à la connaissance de la BnF.

L'ensemble des documents à remettre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur figure à l'article 15 du CCTP.

En cas d'absence ou de retard dans la remise des documents, les pénalités prévues au présent CCAP pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

10.1.4 Gestion Electronique des Documents (GED)

La BnF possède une cellule informatique de CAO/DAO qui gère l'ensemble des documents graphiques du bâtiment.

Au titre de son marché, si le Titulaire aurait à élaborer ses propres documents, et/ou, de mettre à jour l'existant en répondant aux normes mises en place par la cellule DAO/BnF.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Ces normes découlent :

- 1 - de la base de données,
- 2 - du logiciel utilisé : Autocad 2011,
- 3 - de la charte graphique : propriétés dessin : noms, calques, couleurs, types de lignes et de textes, symboles, etc., imputées à chacune des catégories.

Afin d'assurer une compatibilité avec le système de gestion du maître d'ouvrage et les documents résidants dans celui-ci, il est impératif de prendre en compte tous ces paramètres et de fournir les plans d'agencement.

Rappel : impérativement les plans d'exécution et les carnets de détails seront réalisés à partir des fichiers de l'armoire à documents (ex : folios/type pour carnets détails).

Tous types de dessins : plans au 1/100, carnets de détails (ex : schémas électriques), coupes, détails, diagrammes/synoptiques sont réalisés sur le logiciel Autocad version 2011. Pour ce faire, il convient de travailler conjointement avec la cellule DAO/BnF (fourniture des documents natifs, explications, etc.) et contacter : Chi Cao Huu au 01.53.79.48.45 ou par mail chi.cao-huu@bnf.fr.

Les DOE sont réalisés par le Titulaire et transmis à la BnF. Le titulaire les intégrera dans la GED de la cellule DAO de la BnF.

Les modifications et/ou créations de documents seront contrôlées par la cellule DAO/BnF au niveau graphique, par le chef de projet au niveau technique.

11 PLAN DE PREVENTION (AVANT TOUTE INTERVENTION DANS LES SITES BnF)

Avant le début des travaux, le Titulaire doit faire connaître par écrit au donneur d'ordre :

- la date de leur arrivée prévisionnelle
- la durée prévisible de leur intervention
- les travaux à effectuer et le nombre prévisible de travailleurs affectés
- le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention
- les noms et références de leurs sous-traitants déclarés par un DC4 auprès du service des Marchés (le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci), ainsi que l'identification des travaux sous-traités.

Le Titulaire est tenu aux inspections communes préalables des lieux de travail.

La présence du Titulaire, y compris ses sous-traitants éventuels est obligatoire pendant toute la durée de l'Inspection Commune Préalable (ICP). Dans le cas contraire, l'ICP devra être reportée.

Lors de l'ICP, les parties prenantes (donneur d'ordre et Titulaire) conviendront d'une date pour la signature du plan de prévention.

La signature du plan de prévention est obligatoire avant le début des travaux.

Nota : En aucun cas le Titulaire ne doit utiliser les équipements de travail de la BnF (appareils de levage, machines, etc.) y compris les équipements de protections individuelles (équipement antichute, masques respiratoires à cartouche, etc.). Ces équipements sont de la fourniture du Titulaire.

Pour assurer la coordination de sécurité, le donneur d'ordre organise avec le Titulaire, selon une périodicité qu'il définit, des inspections et réunions périodiques de coordination. Le Titulaire convié à une réunion de coordination par le donneur d'ordre, doit y participer.

12 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à l'ensemble du présent marché.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Le Titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour une période d'un an
1 060 heures

En cas de reconduction du marché, les objectifs "Insertion" seront reconduits à l'identique.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le Titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- ✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

Le Titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance** avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

Le Titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Solange AWUKLU

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

solange.awuklu@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

safia.tahiri@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 16.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

13 STIPULATIONS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

13.1 Modalités d'établissement des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le Pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'émergence des besoins par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception.

Le préavis minimum est de cinq (5) jours ouvrés.

13.1.1 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte au moins :

- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'identification des parties contractantes ;
- la désignation des prestations à exécuter précisant notamment la nature et la quantité des prestations à exécuter ;
- la durée de l'intervention ;
- date et heure de l'intervention, et le coefficient correspondant ;
- la qualification de l'intervenant ;
- le délai de réalisation ;
- le lieu de réalisation ;
- le montant HT de la commande ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC de la commande.

13.1.2 Point de départ de la notification par courriel d'un bon de commande

Lorsque la BnF procède à la notification d'un bon de commande par courriel, le Titulaire doit en accuser réception par courriel dès réception ou au plus tard le jour suivant (1 jour ouvré). A défaut de réponse dans ce délai, la notification est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

13.1.3 Notification des bons de commande

Les bons de commande établis par le Pouvoir adjudicateur sont notifiés au Titulaire par courriel ou par courrier recommandé avec avis de réception.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le Titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande, pour informer le représentant du Pouvoir adjudicateur de ses observations éventuelles. En l'absence d'observations, passé ce délai, le Titulaire sera réputé avoir accepté la commande considérée sans réserve.

13.1.4 Annulation des bons de commande

Les bons de commande pourront être annulés par la BnF moyennant le respect d'un préavis de deux (2) jours avant le début de la réalisation de la prestation sans que le Titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités.

Si l'annulation a lieu en deçà du préavis minimum, l'intégralité de la prestation commandée sera payée au Titulaire.

14 Contrôle des prestations

Par dérogation aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS, les vérifications seront réalisées dans les conditions suivantes.

14.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des matériaux, des ouvrages ou parties d'ouvrage prévus au CCTP sont assurés par le Titulaire qui devra pouvoir en fournir la preuve sur demande de la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

La Bibliothèque nationale de France se réserve la possibilité de faire exécuter lesdits essais par un laboratoire extérieur spécialisé, de vérifier que les essais ont correctement été réalisés ou de procéder à des essais après pose.

14.2 Vérification et admission des prestations

14.2.1 Vérification des prestations forfaitaires

La personne publique peut à tout moment engager des opérations de vérification.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations réalisées et les spécifications du marché.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées ;
- le bon fonctionnement des installations maintenues ;
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance ;
- la mise à jour des documents d'exploitation et la documentation technique.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Toutes les prestations qui n'ont pas fait l'objet d'une opération spécifique de vérification font l'objet d'une procédure de vérification mensuelle sur la base du rapport d'activité mensuel établi par le Titulaire tel que prévu au CCTP.

Les prestations qui n'ont à être effectuées qu'une seule fois dans l'année font l'objet d'une vérification annuelle sur la base du bilan établi par le Titulaire décrit au CCTP.

14.2.1 Vérification des livrables

Les délais de vérification des livrables sont indiqués ci-après.

Dans le cas où un livrable ne serait pas listé ci-dessous, le délai de vérification sera de quinze (15) jours à compter de la réception dudit livrable par la BnF.

LIVRABLE	DELAI DE REMISE	DELAI DE VERIFICATION
Ensemble des documents nécessaires à la rédaction du plan de prévention (habilitations, fiches produits, etc.)	7 jours avant l'Inspection Commune Préalable au Plan de Prévention (ICP)	7 jours ouvrés
Programme de maintenance	1 mois après la notification du marché	7 jours ouvrés
Mise-à-jour du programme de maintenance	15 jours à compter de la proposition du Titulaire validée par la BnF	7 jours ouvrés

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS
DE LA BnF - CCAP**

	Ou 15 jours à compter de la demande de la BnF	
Une note sur les modalités d'exécution des rondes techniques	1 mois après la notification du marché	7 jours ouvrés
Plan d'avancement concernant la prestation de maintenance préventive et corrective des sources lumineuses	Le 10 de chaque mois (annexé au rapport mensuel)	7 jours ouvrés
Etat des lieux des installations dont le Titulaire a la responsabilité	3 mois à compter de la date de notification	15 jours ouvrés
Mise à jour de l'état des lieux des installations dont le Titulaire a la responsabilité	15 jours à compter de la proposition du Titulaire validée par la BnF Ou 15 jours à compter de la demande de la BnF Ou 30 jours avant l'achèvement du marché.	15 jours ouvrés
Rédaction et la mise en forme des dossiers d'exploitation des installations dont le Titulaire a la charge	6 mois après la notification	15 jours ouvrés
Mise à jour annuelle des dossiers d'exploitation des installations dont le Titulaire a la charge	30 jours après la date de renouvellement du marché	7 jours ouvrés
Registres de maintenance par site	1 mois à compter de la notification du marché	7 jours ouvrés
Mise à jour des registres de maintenance par site	Tous les jours	7 jours ouvrés
Constitution des Classeurs programmes, gammes, et plannings annuels de maintenance	1 mois suivant la notification du marché	7 jours ouvrés
Mise-à-jour des Classeurs programmes, gammes, et plannings annuels de maintenance	Avant le 15 octobre de chaque année Avant le 15 avril de chaque année	7 jours ouvrés
Mise-à-jour de la gestion des stocks	Tous les vendredis	7 jours ouvrés
Registre des constats d'anomalie	Tous les jours	7 jours ouvrés
Mise à jour des plans et des schémas	30 jours, à compter de la fin des opérations de maintenance préventive ou corrective	7 jours ouvrés
Rapport d'activité mensuel / Tableaux de bord.	Le 10 de chaque mois	7 jours ouvrés
Rapport d'activité annuel / Bilan	15 jours après la date anniversaire de la notification du marché	7 jours ouvrés
Ordre de travail renseigné par le Titulaire	2 jours suivant l'intervention	7 jours ouvrés
Planning général marché annuel	1 mois suivant la notification du marché 15 jours après la date anniversaire de la notification du marché en cas de renouvellement	15 jours à compter de sa réception
Planning général marché mensuel (m+1)	le 10 de chaque mois	7 jours ouvrés
Plan assurance qualité particulier, avec prise en compte des procédures BnF et de l'organisation des équipes en place (définissant des critères qualité permettant un suivi de la	1 mois après la notification du marché	15 jours ouvrés

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

maintenance préventive et corrective)		
Mise en place des fonctionnalités de la GMAO décrites à l'article 17 du CCTP	3 mois après la notification du marché	7 jours ouvrés

14.2.2 Vérifications de prestations réalisées sur la base de bons de commande

A chaque bon de commande, la vérification sera effectuée dans les conditions décrites ci-après.

Le Titulaire avise par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle seront achevées les prestations.

Les vérifications des prestations comportent :

- la reconnaissance de prestations exécutées ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des locaux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des prestations.

Ces opérations font l'objet d'une décision d'admission adaptée à l'importance et à la nature des prestations objet du bon de commande.

14.3 Décisions

14.3.1 Décisions concernant les prestations forfaitaires

A l'issue des opérations de vérification, la personne représentant le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision d'admission, d'ajournement de réfaction ou de rejet.

Le délai imparti à la personne représentant le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder aux vérifications et notifier sa décision au Titulaire est de quinze (15) jours à compter de la réception du rapport mensuel.

Passé ce délai dans le silence de la personne publique, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

14.3.2 Décisions concernant les prestations réalisées sur la base de bons de commande

Le présent article déroge à l'article 30 du CCAG/FCS.

A l'issue des vérifications des prestations, la BnF peut prendre les décisions suivantes :

- Refuser la réception de manière motivée ;
- Réceptionner sans réserve ;
- Réceptionner avec réserve(s).

Si la décision est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de deux (2) semaines après la date de notification de la décision de réception.

15 Réception des équipements

15.1 Remise des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation visée au présent CCAP et au CCTP.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi.

15.2 Acceptation du nouvel attributaire en fin de marché

Le titulaire doit accepter pendant le dernier mois du marché la présence éventuelle du nouvel attributaire sans rémunération complémentaire.

16 PENALITES

16.1 Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités peuvent être applicables dès le premier euro.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché et de chacun de ses bons de commande le cas échéant.

Les pénalités peuvent s'appliquer sur simple constatation du manquement par le pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable. Leur montant sera retenu sur les sommes dues à l'entreprise.

Les différentes pénalités sont cumulables et non libératoires. En cas de préjudice, la BnF se réserve le droit de former en recours et d'engager la responsabilité du Titulaire.

Le paiement de ces pénalités n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

16.2 Typologies des pénalités

PENALITE	MONTANT
Pénalités pour retard dans la remise d'un livrable	100 € par jour calendaire de retard (par livrable)
Absence de réponse à une demande d'avis diagnostic, conseil, d'intervention dans un délai de 10 jours à compter de la demande écrite de la BnF	100 € par jour calendaire de retard
Non-respect des délais d'intervention	50 € par heure de retard
Non-respect des durées de dépannage	50 € par heure de retard
Non-respect des plannings d'interventions programmées (si l'intervention n'a pas l'objet d'une demande de reprogrammation préalable 48 heures avant la date initiale prévue et acceptée par la BnF)	100 € par jour calendaire de retard
Réalisation d'une opération sans remise en état de la zone de travail (nettoyage, rangement, évacuation des déchets, remise en ordre, ...)	100 € par jour calendaire de retard à compter de la constatation du manquement L'opération pourra également être réalisée, en l'absence d'intervention du Titulaire après mis en demeure aux frais et risques du Titulaire du marché.
Absence à une réunion	250 €
Non information de la BnF d'une intervention programmée entraînant une interruption de fonctionnement 10 jours avant la date d'intervention prévue	300 €
Perte de badge ou clé	100 €
Perte de BIP	400 €
Perte de passe	La responsabilité civile du Titulaire pourra être engagée.

16.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 70 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le Titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

16.4 Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales

En cas de manquement constaté du titulaire aux obligations environnementales prévues au marché, notamment celles concernant la gestion des déchets, la prévention des pollutions, l'utilisation de produits

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

conformes et la traçabilité des déchets, la production du rapport, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité de 200 € par manquement constaté.

17 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

17.1 Nature et contenu des prix

17.1.1 Nature des prix

Le présent marché est conclu sur la base d'un prix global et forfaitaire et de prix unitaires pour la part à commandes. Les prix indiqués dans le marché sont hors T.V.A. et sont établis en tenant compte des sujétions pour respecter les délais définis dans le présent CCAP et dans le CCTP.

17.1.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, manutention, emballage, assurance, charges, fournitures, matériels, livraison, transport, frais de douane jusqu'au lieu d'exécution et sujétions du Titulaire ainsi que le taux de TVA applicable aux prestations.

Le Titulaire sera toujours tenu, moyennant le prix fixé à sa soumission de mener jusqu'à complet achèvement toutes les prestations qui lui auront été attribuées, y compris celles non décrites mais nécessaires à la parfaite réalisation de la maintenance.

17.1.3 Révision des prix

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,15 + 0,85 (0,80 \times \text{ICTrev-TS IME}/\text{ICTrev-TS IME}_o + 0,20 \times \text{FSD1}/\text{FSD1}_o))$$

Dans laquelle :

P et P_o sont respectivement les prix révisés et les prix de base du marché.

Indice ICTrev-TS IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 identifiant 001565183

Indice FSD1 : Frais et services divers - modèle de référence n°1 publié sur le site du Moniteur

ICTrev-TS IME et FSD1 = valeur de l'indice établi au mois d'anniversaire du mois de notification publié dans le bulletin de l'INSEE ou du Moniteur.

ICTrev-TS IME_o et FSD1_o = valeurs de l'indice établi au démarrage des prestations ou de notification du marché le cas échéant publié dans le bulletin de l'INSEE ou du Moniteur.

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise des offres, dit « mois zéro » (m0).

Les prix sont réputés fermes pendant les douze premiers mois suivant la prise d'effet du marché.

Au-delà de cette période, les prix sont révisables à chaque date anniversaire du marché.

17.1.1 Clause butoir

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'évolution annuelle est limitée à 3%. Ce pourcentage constitue donc un plafond.

17.2 Présentation des factures et des demandes de paiement

17.2.1 Factures

La facture doit indiquer, outre la date et le numéro d'identification :

- Le nom ou la raison sociale et adresse des parties ;
- Le numéro d'inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement;
- Le détail des prestations (dates, etc.) ;

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

- Les prix hors TVA, le montant de TVA et son taux, les prix TTC, si le Titulaire est assujetti à la TVA ou le montant net si le Titulaire n'y est pas assujetti ;
- Les références précises du marché.

La BnF se réserve le droit de renvoyer au Titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions ou d'effectuer une suspension de paiement par manque de pièces qui doivent accompagner la facture.

17.2.2 Modalités de règlement

Pour l'envoi de vos factures via le portail Chorus les éléments suivants devront être utilisés :

- Code Siret BnF : 180 046 252 00177
- Code service : **SBC**
- **Les numéros d'engagement et de marché seront communiqués dans le courrier de notification**

Voir à cet effet le guide Dématérialisation des factures – Portail Chorus Pro, joint au marché.

17.2.3 Délais de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai global de trente (30) jours.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt en vigueur de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de huit (8) points.

17.3 Règlement des comptes

17.3.1 Prestations réalisées au titre forfait

Les prestations seront réglées à terme échu mensuellement sur présentation d'une demande d'acompte mensuel dont le montant correspondra à 1/12ème du montant annuel prévu dans la DPGF.

17.3.2 Prestations réalisées au titre de la part à commandes

Les prestations exécutées par bons de commande sont réglées sur présentation d'une facture après service fait.

Les prestations de la part à commandes seront réglées après réception des prestations définies dans chaque bon de commande soit en une fois, soit mensuellement pour les prestations dont la durée d'exécution excède quatre (4) mois. Dans ce cas, le paiement d'un bon de commande vaut paiement partiel définitif.

17.4 Clause de financement et de sûreté

17.4.1 Avance

Conformément aux dispositions de l'acte d'engagement et en application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option A s'applique.

Ainsi, lorsque le Titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance prévue à l'article R. 2191-10 du Code de la commande publique est porté à 20%, sauf indication contraire portée par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire ou son sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise, alors l'avance prévue à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique est portée à 5%, sauf indication contraire portée par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

De la même manière, une avance pourra être versée en application des dispositions de l'article R. 2191-16 pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT si son délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Le remboursement de cette avance se fera conformément à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1291-7 du Code de la commande publique, dès lors que le Titulaire du marché remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, cette dernière est versée sur leur demande aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial de sous-traitance par la BnF. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au Titulaire du marché.

18 GARANTIE

Tout matériel fourni par le titulaire sera garanti une année, pièces et main d'œuvre et déplacement à compter de sa mise en service soit après les essais fonctionnels réussis et attestés par OT correspondant validé ou l'émission d'un PV (Procès-verbal) de constat.

À l'expiration du marché, le titulaire remettra à la BnF les bons de garantie (ou document équivalent) des pièces détachées qu'il a remplacé et qui sont encore sous garantie fabricant.

19 STIPULATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la BnF des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le(s) domaine(s) d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

20 CONFIDENTIALITE

La reproduction ou la divulgation totale ou partielle, ou l'utilisation par l'une des deux parties, à d'autres fins que l'exécution des prestations, des éléments transmis par l'autre (données, fichiers, documents, information de toute nature, etc.) est interdite sans l'autorisation écrite de cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à prendre ou à faire prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter par son personnel le présent engagement de confidentialité.

Tout manquement à cet engagement pourra entraîner la résiliation du marché sans mise en demeure et sans indemnité, ceci sans préjuger des indemnités que pourrait réclamer la BnF au Titulaire.

21 MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN

L'ajout ou le retrait des équipements au périmètre du marché sera effectué sur la base d'un ordre de service notifié au Titulaire au plus tard un (1) mois avant la prise d'effet de la mesure. Le Titulaire devra assumer la maintenance, quel que soit la marque, la technologie et l'origine des composants. Ces équipements sont dans un premier temps intégrés au marché par ordre de service (OS), puis feront l'objet d'un avenant intégrant le coût annuel de leur entretien au *prorata temporis*.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Ces nouveaux prix devront être en adéquation avec les conditions retenues au terme de la consultation pour des caractéristiques techniques comparables

22 PRESTATIONS SIMILAIRES

La BnF se réserve la possibilité de confier au Titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable.

23 RESILIATION

23.1 Généralités

Le Pouvoir Adjudicateur a la faculté de résilier le présent marché avant son achèvement, sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités :

- soit pour événements extérieurs au marché, dans les conditions mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS,
- soit pour événements liés aux marchés dans les conditions mentionnées à l'article 40 du CCAG/FCS,
- soit pour faute du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 41 du CCAG/FCS et des cas complémentaires indiqués ci-dessous ;
- soit pour motif d'intérêt général dans les conditions mentionnées à l'article 42 du CCAG/FCS.

23.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS et sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché, pour faute (résiliation simple) ou aux torts exclusifs du Titulaire (résiliation avec exécution à ses frais et risques) sans indemnisation dans les cas suivants :

- En cas de non-respect de l'article 3.1 du CCTP interdisant la sous-traitance des prestations essentielles du marché
- Si le Titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de sa mission ;
- Si Titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations ;
- En cas de retard significatif ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou prestations telles que définies dans les documents contractuels.
- En cas de défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par la BnF conformément à l'article 6.3 du présent CCAP.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis de réception et restée infructueuse après un délai de 10 jours calendaires francs à compter de sa réception par le Titulaire

24 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

24.1 Clause générale

Dans le cadre de l'exécution du marché public, la BnF est amenée à collecter des données à caractère personnel des employés du prestataire (ou des membres du groupement) Titulaire et de ses éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant, ensemble ci-après désignés sous le vocable "les Personnels du prestataire".

La BnF s'engage à traiter ces données à caractère personnel conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « règlement européen sur la protection des données, ou RGPD »), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, la BnF a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées (téléphoniques, email et/ou postales), photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

- le suivi de l'exécution du présent marché et des engagements afférents. Ces données sont conservées pendant la durée du marché et des garanties (biennale, décennale ou autres) associées, et dans la limite des recours possibles ;
- le cas échéant, la délivrance des badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès sur les sites de la BnF, notamment TELEMAQUE, le contrôle Vigipirate, l'accès cantine le cas échéant. Ces données sont conservées au maximum pendant une durée de 4 ans après le départ de la personne ;
- la gestion de crise en cas d'urgence (uniquement pour les responsables de site). Ces données sont conservées pendant la durée du marché.

Les Personnels du prestataire concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant auprès du délégué à la protection des données (DPD) de la BnF, à l'adresse suivante : dpd@bnf.fr, en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

24.2 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epc.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES COURANTS FORTS DES SITES FRANCILIENS DE LA BnF - CCAP

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

25 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

25.1 Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du Titulaire et causant des dommages à celui-ci.

25.2 Assurance

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est possession d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

26 REGLEMENT AMIABLE ET PROCEDURE EN CAS DE LITIGE

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 46.1 du CCAG/FCS, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

Tout litige né de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord amiable, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Paris sis 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

27 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Les dérogations au CCAG/FCS sont récapitulées dans le tableau figurant ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
3.1	13.1.1
13.1.3	3.7.2
14	27 & 28
14.3.2	30
16.1	14
26	46.1